**CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE
TERRITORIALE**

**Rapport
Les Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles
(ATSEM)**

jeudi 02 février 2017.

Déclaration CGT

Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur Général,
Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

Accéder à l'École est un droit universel pour chaque enfant. Ce droit doit être préservé et développé afin que chaque enfant puisse accéder, dans un lieu accueillant et apaisant, à la connaissance et aux apprentissages afin de s'émanciper.

Depuis plusieurs années, les Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM) se battent pour faire reconnaître leur qualification, et gagner l'amélioration de leur condition de travail.

Ces personnels ne bénéficient d'aucune reconnaissance, que ce soit en termes de niveau de rémunération, de déroulement de carrière, du niveau de pénibilité, alors même que des nouvelles missions liées à l'évolution des rythmes scolaires sont venues créer une surcharge de travail conséquente.

Le tout conduit à une souffrance professionnelle liée à la perte de sens du travail (consignes contradictoires, logique gestionnaire, surcharge de travail, perte de la qualité des missions auprès des enfants).

D'une commune à l'autre, les missions, les horaires, les conditions de travail, ne sont pas les mêmes, mais partout la colère grandit ! Malgré le manque de reconnaissance professionnelle, tant des employeurs locaux que du Gouvernement qui au travers des différentes réformes successives ont négligé ce cadre d'emplois, la résignation n'est pas à l'ordre du jour, au contraire, le climat est combatif !

Le fait que le cadre d'emploi des ATSEM soit composé à 99% de femmes n'en serait-il pas la raison ? À même niveau de qualification et en terme de déroulement de carrière, nous sommes loin de l'égalité de traitement en comparaison aux grades de certaines filières occupés principalement par des hommes.

D'après les chiffres fournis par les bilans sociaux de 2013, on constate que :

60% des ATSEM sont au premier grade

30 % seulement ont atteint le deuxième grade

Et seuls 6 % des agents ont atteint le troisième grade

Loin de la stigmatisation et des menaces contre les agents publics préférées par des candidats à la prochaine élection présidentielle, la situation des ATSEM appelle des réponses de progrès !

Suite à nos différentes actions revendicatives menées depuis plusieurs années, le Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale a décidé d'une saisine sur le cadre d'emplois des ATSEM. Cette démarche est portée pleinement par la CGT qui exige plus que jamais une valorisation forte et rapide de la carrière et une reconnaissance à la hauteur des missions réellement exercées. En effet, lors des transmissions des accords JACOB, les ATSEM ont toutes vu leur ancienneté remise à zéro.

Trop souvent, les collectivités territoriales subissent le manque de moyens de

l'Education Nationale. En cas d'absence de l'enseignant, les ASTEM se retrouvent seules avec la classe. Pour les enfants porteurs de handicap, il n'y a pas toujours la volonté de recruter un auxiliaire de vie scolaire.

Le mercredi 14 décembre, par la grève, par de multiples rassemblements dans toute la France, de Lille à Béziers, en passant par Lyon, Bourges, le Mans, Strasbourg, et jusqu'à la Réunion, plusieurs milliers d'ATSEM font entendre leurs revendications pour exiger de meilleures conditions de travail et une reconnaissance de leur cadre d'emploi.

A cette date, sous prétexte d'un mouvement de grève, le Bureau du CSFPT a fait le choix de reporter l'examen du projet de rapport. Cette conception du dialogue social n'est pas la nôtre. Nous sommes attachés à la démocratie sociale et au droit de grève qui en fait partie.

Les rassemblements qui ont eu lieu hier ont permis aux ATSEM d'élever la voix afin de se faire à nouveau entendre, et ont largement été relayés dans les médias nationaux et régionaux (TF1, France bleu, France info, presses écrites locales et nationale).

Certains maires ont même affirmé leur soutien à ce mouvement par des communiqués de presse.

Elles revendiquent :

- L'affectation d'une ATSEM par classe ;
- La clarification des missions des ATSEM ;
- La résolution du problème de double hiérarchie (éducation nationale – collectivité territoriale) ;
- Une formation professionnelle tout au long de la carrière ;
- Le rétablissement à 1% de la cotisation CNFPT ;
- Un déroulement de carrière en deux grades ;
- Des conditions de déroulements de carrière revalorisées pour permettre un avancement linéaire du premier au second grade ;
- Un accès à la catégorie B par un examen professionnel ;
- Changer l'appellation du cadre d'emplois par « adjoint d'éducation des écoles maternelles »
- La création d'un cadre d'emplois de catégorie B pour reconnaître les fonctions d'encadrement ;
- La reconnaissance de la pénibilité, et le classement en catégorie active.
- La titularisation des précaires ;
- Une dotation financière pour les Collectivités territoriales à la hauteur des

besoins éducatifs;

L'application des droits des agents en matière de pénibilité. La suppression du compte personnel de formation et du compte personnel d'activité ;

La CGT regrette que le nouveau référentiel de compétences du CAP petite enfance ne prenne pas en compte la mission éducative des ATSEM en tant que telle. La fonction d'auxiliaire et d'aide doit évoluer et permettre aux ATSEM d'avoir le même niveau d'intervention sur l'ensemble de la journée. Les ATSEM peuvent mener des activités éducatives dans le cadre d'un projet pédagogique.

De manière générale, la CGT revendique : le minimum Fonction publique à 1 800€ brut mensuels, le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat accumulées depuis 2000, le rétablissement de l'avancement d'échelon à la durée minimale, la revalorisation des grilles et la juste reconnaissance des qualifications, à l'opposé de ce qu'impose le protocole minoritaire PPCR dont nous demandons l'annulation.

La CGT donnera un avis favorable à ce rapport qui contribue à poser les vrais problèmes, à revaloriser les missions, à améliorer nettement les conditions d'emplois, de déroulement de carrière et de formation, et à enrayer la dégradation de la santé des ATSEM totalement dévouées aux enfants, aux familles et au service public.

Je vous remercie pour votre attention.